

DEMANDE D'ADHÉSION DOCUMENTS REQUIS

Octobre 2025

rj²⁰ YEARS
RESPONSIBLE
JEWELLERY
COUNCIL

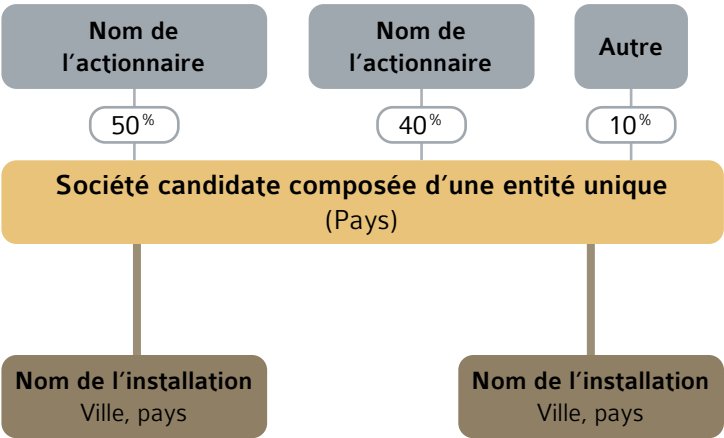


01

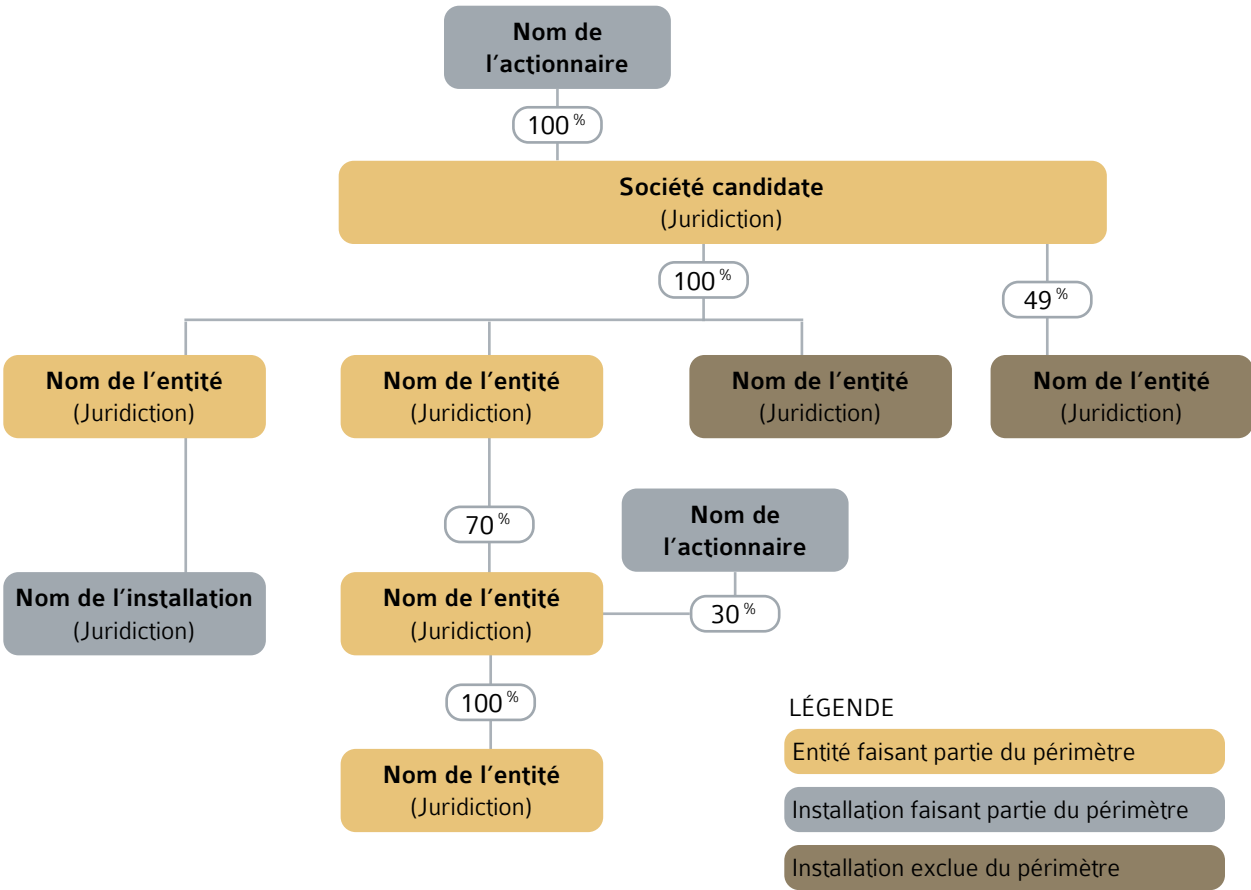
TRANSMETTRE L’ORGANIGRAMME
ET LA LISTE DES ENTITÉS

	Organigramme	
À inclure	Noms de tous les actionnaires détenant 20 % et plus d’une entité	
À inclure	Pourcentages de propriété de tous les actionnaires détenant 20 % et plus d’une entité	
À inclure	Toutes les entités et, le cas échéant, toutes les installations	
À inclure	Juridiction de chaque entité	
À inclure	Veuillez faire la distinction entre a) les entités faisant partie du périmètre, b) les installations faisant partie du périmètre et c) les entités exclues du périmètre, idéalement en utilisant un code couleur comme dans l’exemple de la page suivante.	
À inclure	Attestation d’un avocat, notaire ou expert-comptable, datée de moins de 6 mois et incluant la déclaration suivante : « Je confirme que ceci est une représentation fidèle et exacte de la structure organisationnelle à l’heure actuelle. »	
Qu’est-ce qu’une installation ?	Une installation est un site distinct situé à un endroit différent, mais qui ne constitue pas une entité juridique distincte. Les points de vente, bureaux commerciaux, sites de production et entrepôts sont des installations.	
Qu’est-ce qu’un actionnaire ?	Veuillez inclure toute société, personne ou fiducie détenant 25 % ou plus de toute entité du groupe.	

Exemple d'organigramme d'une entité unique, avec les noms et les pourcentages de propriété de tous les actionnaires détenant 20 % et plus de l'entité



Exemple d'organigramme de groupe, avec les entités et les installations



02

AIDE À LA DEMANDE D’ADHÉSION

- Veuillez nommer clairement chaque document, en anglais. Par exemple, « Nom de l’entité – Business Registration Doc ».
- Veuillez charger **1 dossier .zip** par entité, qui contiendra tous les documents liés à cette entité.
Le nom du dossier doit être le nom de l’entité juridique.
- Afin d’accélérer le traitement de votre demande, veuillez surligner en jaune tous les **noms d’entreprises, de directeurs et d’actionnaires** détenant un **pourcentage** de 25 % ou plus d’une entité.

Légende de la liste de contrôle

	Document requis	
À inclure	Informations clés devant figurer dans le document	
À inclure	Informations clés devant figurer dans le document	
Informations	Précisions fournies pour vous faciliter la tâche	

	Document d'immatriculation de l'entreprise, pour chaque entité faisant partie du périmètre	
À inclure et mettre en évidence	Nom de l'entité Adresse Date de création	
Le cas échéant	Fournir une traduction accompagnée d'une attestation, voir les informations ci-dessous.	
Langue	Les documents provenant de tous les pays de l'EEE et de la Suisse sont acceptés dans leur langue d'origine. Les documents provenant d'autres pays rédigés dans une autre langue que l'anglais doivent être accompagnés d'une traduction assortie d'une attestation d'un avocat, d'un notaire ou d'un expert-comptable.	
En cas d'incapacité à fournir une traduction	S'il n'est pas possible de fournir une traduction, le document d'origine sera accepté. À condition que le document soit accompagné d'une attestation d'un avocat, d'un notaire ou d'un expert-comptable indiquant en anglais qu'il s'agit d'un document d'immatriculation d'entreprise conforme à la législation locale.	
Le cas échéant	Obligation de fournir l'immatriculation d'entreprise pour toutes les sociétés semi-publiques ou les fiducies qui détiennent 20 % ou plus de l'entité	

	Document officiel confirmant les noms et les pourcentages de propriété des actionnaires, pour chaque entité faisant partie du périmètre	
Non requis si	* Non requis si le document d’immatriculation de l’entreprise comprend les noms et les pourcentages de propriété de tous les actionnaires	
À inclure et mettre en évidence	Noms et pourcentages de propriété de tous les actionnaires détenant 20 % ou plus de l’entité	
À inclure	Nom complet de l’entité légale	
Le cas échéant	Fournir une traduction accompagnée d’une attestation, voir les informations ci-dessous.	
Traduction anglaise	Les documents rédigés dans une autre langue que l’anglais doivent être accompagnés d’une lettre en anglais, contenant les informations suivantes : • nom de l’entreprise • noms et pourcentages de propriété de tous les actionnaires détenant 20 % ou plus de l’entité • attestation d’un avocat, d’un notaire ou d’un expert-comptable	
Informations	Il peut s’agir des statuts de la société. Ce document juridique décrit les règles et les modalités de fonctionnement de la société. Il contient les noms de tous les associés ou actionnaires fondateurs, c’est-à-dire les personnes qui étaient présentes lors de la création de l’entreprise, ainsi que les règles régissant le fonctionnement de la société.	

	Passeport – Pour tous les actionnaires qui détiennent 20 % ou plus de l'entité et tous les administrateurs entrant dans le périmètre du RJC	
À inclure	Date d'expiration (passeport valide au moins six mois)	
À inclure	Attestation d'un avocat, d'un notaire ou d'un expert-comptable	
En cas d'incapacité	S'il n'est pas possible de fournir un passeport, nous accepterons les documents suivants : • carte d'identité ou • permis de conduire • valide au moins six mois	
	Politique de lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) de la société candidate	
À inclure	Politique de LBC sur papier à en-tête de l'entreprise ou lien vers la politique sur le site web	
À inclure	Nous pouvons accepter une déclaration : • sur papier à en-tête de l'entreprise ; • attestant que la société candidate respecte les exigences en matière de LBC ; • signée par un administrateur/propriétaire.	
Informations	Une politique de LBC décrit les procédures visant à prévenir et à détecter le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme. La LBC peut être désignée par des noms ou des acronymes différents selon les pays.	

	Liste des directeurs, pour toutes les entités entrant dans le périmètre d’application et les sociétés mères	
À inclure	Nom complet légal des administrateurs actuels	
À inclure	Nom complet légal de l’entité	
À inclure	Attestation d’un avocat, d’un notaire ou d’un expert-comptable	

Suite à l’examen de la demande d’adhésion, des informations ou documents supplémentaires peuvent être demandés.

Le cas échéant :

Permis	Licences nationales ou d’État pour l’exportation, l’importation, le commerce ou l’extraction de pierres ou de métaux précieux	
Rapports	Copie du lien électronique permettant d’accéder aux rapports récents (financiers ou autres) publiés par la société candidate	

03

CHAMP D'APPLICATION DU DEVOIR DE DILIGENCE

Conformément à ses obligations KYC et AML en vertu des lois britanniques, le RJC ne peut pas établir une relation d'affaires avec un membre potentiel sans mener à bien un solide travail de devoir de diligence sur :

- l'entreprise candidate
- toutes les entités mères jusqu'à la société mère finale
- les bénéficiaires effectifs finaux
- toutes les entités du groupe entrant dans le périmètre d'application
- tous les directeurs et actionnaires détenant 20 % ou plus de toute entité du groupe dans le périmètre d'application

Pour chaque entité, directeur et actionnaire concerné par le devoir de diligence, veuillez fournir les documents nécessaires énumérés ci-dessous.

04

CHAMP D'APPLICATION DE L'ADHÉSION

Si plus d'une entité du groupe manipule des matériaux RJC et contribue à la chaîne d'approvisionnement d'horlogerie ou de bijouterie-joaillerie, la société mère est incluse par défaut dans le périmètre de certification.

L'équipe du RJC peut vous indiquer quelles entités font partie du périmètre d'adhésion, en vérifiant votre organigramme et votre liste d'entités et d'installations.

Veuillez envoyer un courriel à applications@responsiblejewellery.com et joindre les deux documents suivants :

- un **organigramme** conforme aux exigences décrites sur les deux pages suivantes ;
- la **liste de toutes les entités** sous le contrôle (propriété effective de 20 % ou plus) de la société mère. Veuillez utiliser notre modèle Excel, que vous pouvez télécharger ici : **Aide à la demande d'adhésion – Responsible Jewellery Council**



Pour plus d'informations :
communications@responsiblejewellery.com

© 2025 Responsible Jewellery Council. Tous droits réservés.

Office 3, 3rd Floor Hind House, 2-3 Hind Court, Londres EC4A 3DL, Royaume-Uni
Le Responsible Jewellery Council est la raison sociale du Council for Responsible Jewellery Practices Ltd.
Enregistré en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro d'entreprise 05449042.